Le 17 octobre 2015

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
COMTÉ D'ARGENTEUIL
M.R.C. DES PAYS-D'EN-HAUT
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD

À une séance ordinaire des membres du Conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard, tenue le samedi 17 octobre 2015, à 9 h 30, à l'Église, sous la présidence de madame la Mairesse Lisette Lapointe, à laquelle sont présents mesdames et messieurs les conseillers, Marjorie Bourbeau, Chantal Valois, Monique Richard et Pierre Roy. Le tout formant quorum selon les dispositions du Code municipal de la province de Québec.

Messieurs Mathieu Harkins et Jean-Claude Massie ont motivé leur absence.

Monsieur Mathieu Dessureault, directeur général/secrétaire-trésorier, Madame Marie-Hélène Gagné, directrice des finances et Madame Catherine Berbery, adjointe à la direction et aux communications sont également présents.

1.MOMENT DE RECUEILLEMENT ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

CONSIDÉRANT QUE le quorum est atteint, madame la mairesse, Lisette Lapointe, ouvre la présente séance ordinaire à 9 h 33

Résolution
2015-10-253
Acceptation de
l'ordre du jour

2.ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par le conseiller: Pierre Roy
et résolu unanimement :

QUE l'ordre du jour soit accepté tel que présenté.

ADOPTÉE

3.ACCEPTATION DES PROCÈS-VERBAUX

Résolution
2015-10-254
Acceptation
procès-verbal
12 septembre 2015

3a) Acceptation du procès-verbal de la séance ordinaire du 12 septembre 2015

Il est proposé par la conseillère : Chantal Valois
et résolu unanimement :

QUE le procès-verbal, de la séance ordinaire du 12 septembre 2015, soit accepté tel quel.

La correction du nom du conseiller Jean-Claude Massie a été apportée à la résolution no 2015-07-171, au point 8a) du procès-verbal du 4 juillet 2015.

ADOPTÉE

4.RAPPORT ANNUEL DE LA MAIRESSE

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Conformément aux dispositions du *Code municipal*, il est de ma responsabilité de vous présenter aujourd'hui le rapport annuel de la mairesse sur la situation financière de la municipalité pour l'année 2015 de même que les résultats vérifiés pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 décembre 2014. Ce rapport comprend également la liste des contrats

comportant des dépenses de 2 000 \$ et plus totalisant 25 000 \$ et plus, ainsi que la liste des contrats dépassant 25 000 \$. Ces listes sont publiques et pourront être consultées sur notre site internet www.stadolpheedhoward.qc.ca ou à l'hôtel de ville dès la semaine prochaine.

Il faut noter que lors de notre entrée en fonction, en novembre 2013, le Conseil héritait d'une situation financière peu reluisante avec une dette de 10 M\$, et un très maigre surplus cumulé non affecté de 103 000 \$. L'année 2013 s'est terminée avec un déficit de 29 000 \$.

Quant au Mont-Avalanche et au Centre plein air, l'année 2013 s'est soldée par un déficit cumulé (2012-2013) de **278 000 \$**, dont 80 150 \$ pour la seule année 2013. Nous avons dû inclure ce déficit cumulé dans nos États financiers consolidés. Le déficit réel de la municipalité pour l'année 2013 était donc de 205 000 \$ (278 000 \$ moins le surplus cumulé de 73 000 \$). Il est évident que nous devons éventuellement effacer ce déficit. Avec de tels résultats, le contrôle des dépenses en 2014 s'est exercé de façon serrée, notamment par la tenue régulière de réunions du comité des finances assisté par notre firme de vérificateurs. Pour l'année 2014, le Mont-Avalanche a terminé l'exercice avec un déficit de 29 547 \$ et la municipalité avec un surplus de 13 478 \$.

Fait positif, le rapport des vérificateurs 2014 a souligné le bon suivi de la plupart de ses recommandations.

Pour l'exercice 2015, nous assistons à une baisse significative des droits de mutation. De plus, suite au nouveau rôle d'évaluation de 2014, plusieurs ajustements ont fait en sorte que nos revenus de taxes ont été moindres que ceux budgétés. À cela s'ajoute aussi la diminution du nombre de permis de construction, et donc du nombre de nouvelles constructions. Tout nous porte à croire que cette diminution n'est pas uniquement attribuable à la situation économique, mais aussi au projet de ligne à haute tension d'Hydro-Québec qui aura sans contredit un impact majeur sur l'évolution de nos revenus.

En ce qui concerne le Mont-Avalanche, la taxe spéciale de **45 \$** instaurée en 2014 pour son fonctionnement a été maintenue en 2015. Tout au long de l'année, notre firme de vérificateurs a effectué un suivi des résultats financiers de la Société de gestion du Mont-Avalanche, maintenant nommée Plein air Saint-Adolphe. Comme vous le savez, il y a eu beaucoup de changement dans la gestion du Mont-Avalanche et l'année à venir sera primordiale pour l'administration de notre montagne.

Voici donc la situation financière de la municipalité, à l'égard des dépenses, des immobilisations et de l'état de l'endettement total.

LE DERNIER RAPPORT DE NOS VÉRIFICATEURS

Le rapport du vérificateur externe, Amyot, Gélinas mentionne que les états financiers sont conformes dans tous leurs aspects significatifs et qu'ils présentent une image fidèle de la situation financière de la municipalité. Au 31 décembre 2014, les états financiers se sont soldés par un surplus de l'exercice de **13 478 \$**. Les revenus, pour l'année 2014 ont été de **10 940 640 \$** et les dépenses de **10 927 162 \$**. Le rapport du vérificateur a été approuvé par le conseil municipal le 11 avril 2015.

Les états financiers de Plein air Saint-Adolphe (anciennement la Société de gestion du Mont-Avalanche) sont consolidés dans les états financiers de la municipalité. Au 31 décembre 2014, les revenus de l'année ont été de **660 301 \$** et les dépenses de **689 848 \$** pour un déficit de l'exercice de **29 547 \$**.

ENDETTEMENT TOTAL À LONG TERME DE LA MUNICIPALITÉ

L'endettement à long terme est de **10 180 201 \$**. Tel qu'indiqué dans le rapport des vérificateurs pour la période se terminant le 31 décembre 2014, l'endettement total à long terme de la Municipalité était de 11 332 471 \$, moins 1 152 270 \$ assumés par les tiers (gouvernement). La portion de la dette assumée par l'ensemble des contribuables est de **7 280 293 \$** et celle applicable à certains secteurs ou riverains est de **2 899 908 \$**.

L'EXERCICE EN COURS

Compte tenu des informations qui nous ont été fournies, nous devrions terminer l'exercice 2015 en équilibre ou avec un léger surplus.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATION EN 2015

En ce qui concerne les dépenses en immobilisation en 2015, nous avons complété les projets suivants :

- l'installation d'un système de télémétrie pour les données d'opération de l'usine d'eau potable des terrasses St-Denis (20 000 \$)
- l'installation d'une génératrice à l'hôtel de ville pour les mesures d'urgence; (40 000 \$)
- l'inspection interne par caméra afin d'identifier les fuites pour le réseau d'aqueduc et d'égout du village et des terrasses St-Denis; (20 000 \$)
- l'achat d'une excavatrice; (40 000 \$)

De plus, les projets suivants sont en cours :

- Mise à niveau de l'usine d'eau potable du secteur village
- Étude de validation des alternatives pour l'aqueduc et l'égout des Terrasses St-Denis
- Prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout sur 2,4 km sur la route 329
- Réfection du barrage du lac Long
- Mise à niveau de l'usine de traitement des eaux usées du village
- Mise en place de bornes sèches

RÉMUNÉRATION ET ALLOCATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Rappelons que pour 2015, tous ont fait un effort afin de minimiser les hausses de taxes. Les membres du conseil ont reçu le même traitement, sans augmentation selon le coût de la vie et la mairesse a maintenu la diminution de son traitement de 10 %. Les cadres, pour leur part, n'ont pas augmenté d'échelon pour l'année 2015.

La rémunération 2015 des conseillers municipaux s'élève à **7 474 \$** plus une allocation de dépenses de **3 737 \$** ainsi qu'une rémunération additionnelle de **2 690 \$** pour les différents comités reconnus par la municipalité. De plus, le maire suppléant se voit octroyer une prime de **373 \$** par mois. Également, un jeton de présence de **111 \$** par réunion est accordé aux conseillers qui siègent à des comités supramunicipaux, les comités de la MRC, par exemple.

La rémunération 2015 de la mairesse s'élève à **36 705 \$ moins 10 %, soit 33 035 \$**, plus une allocation de dépenses de **15 787 \$**. À cela, s'ajoute une rémunération annuelle de **8 882 \$** en provenance de la MRC des Pays-d'en-Haut. Également, un montant de **150 \$** par réunion est accordé pour siéger au comité de la Sécurité publique de la MRC.

BUDGET 2016 : ORIENTATIONS GÉNÉRALES ET PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS

Nous entamerons dans les prochaines semaines la préparation du budget 2016 et élaborerons le programme triennal d'immobilisations 2016-2017-2018. Cet exercice sera très important pour la municipalité et comme chaque année, les membres du Conseil s'y consacreront avec sérieux et diligence.

Je vous invite donc à assister nombreux à l'assemblée du Conseil du 5 décembre 2015 où nous adopterons le budget 2016 ainsi que le programme d'immobilisations.

Enfin, je tiens à vous remercier de votre confiance et je suis persuadée qu'avec le concours de notre nouveau directeur général, nous pourrions mettre en place rapidement les procédures et les mécanismes de contrôle nécessaires afin d'améliorer nos pratiques de

gestion. Il est urgent de redonner un élan à Saint-Adolphe.

Votre mairesse,
Lisette Lapointe

5.PÉRIODE DE QUESTIONS GÉNÉRALES

Le Conseil municipal a répondu aux questions

6.PAIEMENTS DIVERS ET FINANCEMENT

6a) Acceptation des comptes réguliers et FDI

Résolution
2015-10-255
Acceptation
des comptes
du mois

Il est proposé par le conseiller : Pierre Roy
secondé par la conseillère : Chantal Valois
et résolu unanimement

QUE la liste des chèques aux différents fonds de la municipalité incluant le FDI, émise le 5 octobre 2015, pour un montant total de 705 022,78 \$ soit approuvée.

QUE la liste des comptes à payer, incluant les comptes à payer FDI, émise le 13 octobre 2015, au montant de 934 660,44 \$ soit approuvée et que le secrétaire-trésorier soit autorisé à procéder au paiement desdits comptes.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants dans le fonds d'administration pour couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

7.ADMINISTRATION ET FINANCES

7a) Autorisation de la radiation des taxes 2015 suite à l'adjudication des dossiers de « vente pour taxes 2014 »

Résolution
2015-10-256
Radiation de
taxes

ATTENDU QUE les immeubles vendus pour non-paiement de taxes et adjugés à la Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard en juin 2014 sont maintenant des immeubles non imposables depuis juin 2015;

ATTENDU QUE les montants de taxes municipales apparaissant à la liste des taxes à recevoir doivent être radiés afin d'ajuster le rôle de perception;

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance du rapport de la directrice des finances;

Il est proposé par le conseiller Pierre Roy
secondé par la conseillère : Chantal Valois
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le Conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise la directrice des finances à radier les taxes 2015 au montant total de 7 215,75 \$ applicables aux matricules énumérés dans la liste ci-dessous et faisant partie intégrante de la présente résolution afin d'ajuster le

rôle de perception.

3291-95-2353	179,98 \$
3291-97-7760	179,26 \$
3391-04-5215	243,14 \$
3391-11-7520	179,26 \$
3391-51-4000	177,82 \$
3391-55-9020	242,42 \$
3391-61-6540	177,82 \$
3391-77-9555	243,14 \$
3391-87-1015	242,42 \$
3392-33-6996	212,38 \$
3392-35-9820	177,82 \$
3392-47-6812	177,82 \$
3392-54-3392	179,26 \$
3392-55-6313	177,82 \$
3392-61-9842	179,26 \$
3392-67-7248	177,82 \$
3392-81-0577	179,26 \$
3492-25-3842	177,82 \$
3590-00-8316	115,04 \$
3596-43-3585	118,64 \$
3692-97-8953	155,75 \$
3692-99-0696	155,03 \$
3693-60-1517	156,47 \$
3791-70-5174	113,60 \$
3791-75-0440	113,60 \$
3791-98-0292	113,60 \$
3792-08-8008	197,91 \$
3792-35-3905	197,20 \$
3792-65-3333	208,71 \$
3793-10-5401	196,47 \$
3891-22-3838	113,60 \$
3891-23-1885	113,60 \$
3891-38-2777	113,60 \$
3892-15-7571	153,59 \$
3892-27-5436	156,47 \$
3893-30-3718	196,47 \$
3988-53-9970	530,44 \$
3993-09-8777	258,32 \$
3944-03-5208	233,12 \$
	7 215,75 \$

QUE la somme de 7 215,75 \$ soit transférée aux mauvaises créances au poste budgétaire GL 02-190-00-940.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-257
Vente de terrains
par soumission

7b) Vente de terrains par soumission

ATTENDU QUE par la résolution 2015-08-210, la municipalité a acquis plusieurs terrains pour non-paiement de taxes;

ATTENDU QUE la municipalité a offert aux citoyens, par voie de soumission, la possibilité d'acquérir un ou plusieurs terrains avec une mise à prix de 75 % du montant de l'évaluation foncière en vigueur;

ATTENDU QUE nous avons reçu douze (12) offres conformes pour un montant total de 19 620 \$ et que nous avons encaissé 4 906,25 \$ en dépôt non remboursable;

Il est proposé par le conseiller : Pierre Roy
secondé par la conseillère : Chantal Valois
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution;

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte les douze (12) offres reçues suite aux soumissions suivantes :

Nom	Prénom	Lot	Prix	Soumission	Dépôt 25 %
Authier/Després	Denis/M-Josée	3 959 067/3 959 089	1 200 \$	1 320 \$	330,00 \$
Beaucicaut	Lodz	3 957 702	1 125 \$	1 150 \$	287,50 \$
Charron/Paquis	Brigitte/Stéphane	3 957 491/3 957 495	1 650 \$	1 700 \$	425,00 \$
Côté	Jean	3 959 528/3 959 580/ 3 960 380	2 325 \$	2 325 \$	581,25 \$
De Santis	Pierre	2 826 938	750 \$	764\$	191,00 \$
Favreau	Christian	3 957 521	450 \$	1 200 \$	300,00 \$
Forest	Gilles	C-837/C-838	8 025 \$	8025 \$	2 006,25 \$
Gignac/Beaulne	Danièle/Yvan	3 957 726	675 \$	750 \$	187,50 \$
Hudon-Brooks/ Favreau-Pelchat	Ariane/Simon	3 957 681	675 \$	700 \$	175,00 \$
Marier	Pierre	C-559	675 \$	760 \$	190,00 \$
Rufiange	Yves	8-90 Rang 7	375 \$	375 \$	95,00 \$
Thibodeau	Denys	3 959 046	525 \$	551 \$	137,75 \$
			18 450 \$	19 620 \$	4 906,25 \$

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-258
Destruction
de documents

7c) Destruction de documents d'archives

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi sur les archives, les délais de conservation des documents doivent être consignés dans un calendrier de conservation;

ATTENDU QUE le calendrier détermine les périodes d'utilisation actives et semi-actives de ces documents ainsi que les supports de conservation et qu'il indique quels documents inactifs sont conservés de manière permanente et lesquels sont éliminés;

ATTENDU QUE le calendrier de conservation de la Municipalité contient les règles et les délais de conservation approuvés par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) et que celle-ci exerce les attributions prévues à la Loi sur les archives;

ATTENDU QU'en vertu des délais de conservation expirés, 80 boîtes d'archives ont fait l'objet d'un élagage en vue de leur destruction;

ATTENDU QUE la municipalité a reçu deux soumissions conformes pour la destruction de ces documents;

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance de la liste des documents prêts pour la disposition finale;

Il est proposé par le conseiller: Pierre Roy
secondé par la conseillère: Chantal Valois
et résolu unanimement

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution;

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise la destruction de documents dont le délai de conservation est expiré et qu'il mandate l'entreprise « Déchiquetage Confidentiel Inc. » à Saint-Jérôme pour le déchiquetage de ces documents au coût de 4,25 \$ / boîte, incluant les frais de déplacement, pour un montant total maximum de 340 \$, taxes en sus.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 130 00 418 pour couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-259
Autorisation pour
signature contrat
télécommunications

7d) Autorisation pour signature d'un contrat de télécommunication (téléphonie et internet)

ATTENDU QUE la Municipalité doit renouveler son contrat de téléphonie et d'internet;

ATTENDU QUE Bell et Cogeco desservent déjà certains points de service de la Municipalité et que le coût moyen des lignes du fournisseur Cogeco est de 45 % moins cher que celui des lignes de Bell;

Il est proposé par le conseiller
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Pierre Roy
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise le renouvellement des services de téléphonie et internet par l'entremise du fournisseur Cogeco;

Que le directeur général ou la directrice générale par intérim soient autorisés à signer le contrat d'entente de 3 ans avec ce fournisseur.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-260
Embauche d'un
contremaître

7e) Embauche d'un contremaître

ATTENDU le poste de contremaître aux travaux publics laissé vacant depuis le 23 juillet 2015;

ATTENDU QUE la municipalité a affiché le poste de contremaître aux travaux publics et a reçu plus de 45 candidatures;

ATTENDU QUE la municipalité a offert le poste à un de ses employés syndiqués, qui a toutes les qualifications et qui fait déjà l'intérim pour ce poste;

Il est proposé par le conseiller
appuyé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Pierre Roy
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard confirme l'embauche de monsieur Serge Lanthier au poste de contremaître aux travaux publics, en date du 5 octobre avec l'ajustement salarial rétroactif au 10 août 2015 étant donné que Monsieur Lanthier assure l'intérim depuis cette date;

QU'en raison du nombre d'années d'expérience et d'emploi au sein de la municipalité,

monsieur Lanthier soit promu au poste-cadre, à temps plein, classe 2, échelon 7.

QU'une période d'essai de 6 mois soit laissée à Monsieur Lanthier et si le poste ne lui convient pas, qu'il reprenne ses fonctions de chauffeur avec le salaire et les avantages sociaux dont il bénéficie actuellement;

Que Monsieur Lanthier confirme sa décision au directeur général dans 5 mois et s'il accepte l'emploi de contremaître, la personne salariée qui a pris le poste de chauffeur en remplacement temporaire deviendra permanente, si sa probation est confirmée.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-261
Renouvellement
bail location UMS

7f) Bail de location de l'Union Métropolitaine des Sans-Filistes de Montréal (UMS) (Radio amateur)

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard possède quelques locaux au 2180, chemin Massie dans l'édifice du GATR (Ground Access Terminal System) que nous louons;

Il est proposé par le conseiller Pierre Roy
appuyé par la conseillère : Chantal Valois
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le directeur général et la mairesse soient autorisés à signer ledit bail pour et au nom de la municipalité.

ADOPTÉE

8. TRAVAUX PUBLICS

Résolution
2015-10-262
Mandat UMQ
achat carburant
en vrac

8a) Mandat à l'UMQ pour l'achat de carburant en vrac

ATTENDU QUE la Municipalité a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de mettre sur pied, en son nom et au nom de plusieurs autres organisations municipales intéressées, un regroupement d'achats visant la publication d'un appel d'offres public pour l'approvisionnement en vrac de différents carburants (essences, diesels et mazouts) :

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal*

- permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujéti à la *Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement* adoptées par le conseil d'administration de l'UMQ;

ATTENDU QUE la Municipalité désire participer à cet achat regroupé pour se procurer les carburants dans les quantités nécessaires pour ses activités et selon les règles établies au document d'appel d'offres préparé par l'UMQ ;

Il est proposé par la conseillère Chantal Valois

secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard confirme l'adhésion de la Municipalité au regroupement d'achats mis en place par l'UMQ pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2019 et confie à l'UMQ le processus d'appel d'offres menant à l'adjudication de contrats d'achats regroupés des différents carburants (essences, diesels et mazouts) nécessaires aux activités de notre organisation municipale;

QU'un contrat d'une durée de deux (2) ans plus une option de renouvellement d'une période maximale d'une (1) année, pourra être octroyé selon les termes prévus au document d'appel d'offres et des lois applicables;

QUE la Municipalité confie à l'UMQ le pouvoir de bénéficier ou non de l'option de renouvellement prévue au contrat et de prendre la décision en son nom;

QUE la Municipalité s'engage à compléter pour l'UMQ, dans les délais fixés, la lettre de demande d'adhésion, la fiche technique d'inscription qu'elle lui fournira et qui visera à connaître les quantités annuelles des divers types de carburants dont elle prévoit avoir besoin;

QUE la Municipalité s'engage à respecter les conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjudgé;

QUE la Municipalité s'engage à payer à l'UMQ un frais de gestion basé sur les quantités de carburants requis par notre organisation municipale. Il est entendu que l'UMQ :

- Facturera trimestriellement aux participants un frais de gestion de 0,0055 \$ (0.55 ¢) par litre acheté aux organisations membres de l'UMQ et de 0.0100 \$ (1.0 ¢) par litre acheté aux non membres de l'UMQ;
- Pourra facturer aux participants à très faibles volumes, un frais de gestion minimum annuel de 200,00 \$

QUE le conseil municipal autorise le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu à signer les documents de l'entente avec l'UMQ.

ADOPTÉE

8b) Autorisation de signature de protocole d'entente avec le MTQ

ATTENDU QUE la municipalité désire effectuer le projet de prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égouts sur 2,4 km de la route 329 depuis le chemin du Mont-Avalanche jusqu'au chemin du Tour-du-Lac;

ATTENDU QUE la municipalité accepte d'agir comme maître d'œuvre du projet conjoint no 154-05-0983 avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) qui désire effectuer l'amélioration du drainage pluvial, de l'infrastructure de la chaussée et de la chaussée sur le même tronçon;

ATTENDU QUE le conseil municipal a mandaté le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu ainsi que la directrice générale par intérim à valider les démarches pour négocier un protocole d'entente avec le MTQ pour lesdits travaux;

ATTENDU QUE le partage des coûts du projet a été négocié avec le MTQ selon l'estimation des coûts présentée le 2 octobre 2015 par « Les Consultants SM Inc. » de Sainte-Agathe;

Résolution
2015-10-263
Signature
protocole
entente avec
MTQ

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise la mairesse, madame Lisette Lapointe et le directeur général/secrétaire-trésorier, monsieur Mathieu Dessureault à signer le protocole d'entente no 201212 de partage des coûts pour le projet conjoint de la route 329 avec le MTQ et tous documents relatifs à ce projet pour et au nom de la municipalité.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-264
Mandat UMQ
achat sulfate

8c) Mandat à l'UMQ pour l'achat de sulfate ferrique en vrac pour le traitement des eaux

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard (Municipalité) a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au nom d'autres organisations municipales intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de quatre (4) différents produits chimiques utilisés dans le traitement de l'eau potable et des eaux usées;

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* :

- permettent à une municipalité de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujéti à la Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement adoptées par le conseil d'administration de l'UMQ;

ATTENDU QUE la Municipalité désire participer à cet achat regroupé pour se procurer du sulfate ferrique dans les quantités nécessaires pour ses activités des trois (3) prochaines années : 2016-2017-2018;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard confirme son adhésion au regroupement d'achats CHI-20162018 mis en place par l'UMQ, couvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 et confie à l'UMQ le processus d'appel d'offres menant à l'adjudication de contrats d'achats regroupés pour le sulfate ferrique nécessaire aux activités de notre organisation municipale;

QUE des contrats d'une durée de deux (2) ans plus une (1) année supplémentaire en option pourront être octroyés selon les termes prévus au document d'appel d'offres et de la loi applicable;

QUE la Municipalité confie à l'UMQ le pouvoir de bénéficier ou non de l'option de

renouvellement prévue au contrat;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Municipalité s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

QUE pour permettre à l'UMQ de préparer son document d'appel d'offres, la Municipalité s'engage à fournir à l'UMQ les noms et quantités de produits chimiques dont elle aura besoin annuellement en remplissant la ou les fiches techniques d'inscription requises que lui transmettra l'UMQ et en retournant ce document à la date fixée;

QUE la Municipalité reconnaît que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire, à titre de frais de gestion, un pourcentage du montant facturé avant taxes à chacun des participants. Le taux est fixé à 1,6 % pour les organisations membres de l'UMQ et à 3,5 % pour celles non membres de l'UMQ;

QU'un exemplaire de la présente résolution soit transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-265
Déneigement
chemin Josée

8d) Contrat de déneigement du chemin Josée

ATTENDU QUE la municipalité doit renouveler le contrat de déneigement pour l'entretien du chemin Josée qui se situe à l'extrémité du chemin Val-des-Monts (environ 8km du garage municipal);

ATTENDU QUE le chemin à déneiger est une côte abrupte (> 15 %);

ATTENDU QUE le travail nécessite un tracteur agricole équipé d'une gratte à neige, des pneus à chaîne et d'une sableuse de 3 ou 4 verges cubes et que la municipalité ne possède pas ce type d'équipement;

ATTENDU QUE nous avons reçu 3 soumissions conformes;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accorde le contrat de déneigement à la firme LD Rénovation, pour une période de deux (2) ans (saisons 2015-2016 et 2016-2017), au montant de 4 200 \$, taxes en sus;

QUE le contrat soit payable en trois(3) versements, sur présentation des factures.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 330 00 443 pour un maximum de 4 184 \$ afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution

8e) Contrat de déneigement des chemins de la Rive et Bellevue

2015-10-266
Déneigement
chemins de la Rive
et Bellevue

ATTENDU QUE la municipalité doit renouveler le contrat de déneigement des chemins de la Rive et Bellevue et le sablage de la côte du chemin de la Rive;

ATTENDU QUE la municipalité est allée en soumission et a reçu deux (2) soumissions conformes;

ATTENDU QUE le protocole d'entente déjà signé entre les représentants de l'Association des propriétaires du Domaine des Quatre-Lacs et la municipalité permet de procéder à la facturation des propriétaires concernés à même le compte de taxes 2015-2016, conformément à l'article 70 de la *Loi sur les compétences municipales*;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accorde le contrat de déneigement à la firme « Déneigement Isabelle et André », au montant de 5 000 \$ par année, taxes en sus, pour une période de 2 ans (saisons 2015-2016 et 2016-avril 2017);

QUE le contrat soit payable en trois (3) versements, sur présentation des factures, les 1^{er} décembre 2015, 1^{er} février et 1^{er} avril 2016

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 330 99 443 pour un maximum de 2 500 \$ pour la saison 2015 afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

8f) Contrat de déneigement secteur Sud (domaine Flamingo)

Résolution
2015-10-267
Déneigement
domaine
Flamingo (Sud)

ATTENDU QUE la municipalité doit renouveler le contrat actuel, de cinq (5) ans, de déneigement du secteur sud, desservant le domaine Flamingo, qui est arrivé à son terme;

ATTENDU QUE la distance à couvrir pour le déneigement du secteur sud est de 22,6 km;

ATTENDU QUE la municipalité est allée en appel d'offres sur le site électronique SEAO gouvernemental et qu'elle a reçu deux (2) soumissions conformes;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accorde le contrat de déneigement du secteur sud pour une période de cinq (5) ans à la firme « Entreprises KL Mainville », selon les modalités suivantes :

- année 2015-2016 : 22,6 km x 7 400 \$ = 167 240 \$, taxes en sus

- année 2016-2017 : 22,6 km x 7 400 \$ = 167 240 \$, taxes en sus
- année 2017-2018 : 22,6 km x 7 400 \$ = 167 240 \$, taxes en sus
- année 2018-2019 : 22,6 km x 7 400 \$ = 167 240 \$, taxes en sus
- année 2019-2020 : 22,6 km x 7 400 \$ = 167 240 \$, taxes en sus

QUE le conseil autorise le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu à signer tous les documents relatifs à ce contrat;

QUE la supervision des travaux soit effectuée par le contremaître des travaux publics et que la directrice des finances soit mandatée pour effectuer les déboursés en ce sens.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 330 00 433 pour un maximum de 76 025 \$ pour la saison 2015 afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-268
Déneigement
stationnement
chemin Gémont

8g) Contrat de déneigement du stationnement des boîtes postales du chemin Gémont

ATTENDU QUE la municipalité doit renouveler le contrat de déneigement du stationnement des boîtes postales sises sur le chemin Gémont;

ATTENDU QUE la municipalité est allée en soumission pour la saison 2015-2016 et qu'elle a reçu deux (2) soumissions conformes;

ATTENDU QUE ces travaux de déneigement sont prévus au budget opérationnel des travaux publics;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accorde le contrat de déneigement du stationnement des boîtes postales du chemin Gémont à la firme « Jean-Louis Miljour Enr. », au montant de 1 000 \$, taxes en sus;

QUE ce contrat soit payable en trois (3) versements sur présentation de factures.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 330 00 443 pour un maximum de 2 132 \$ afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-269

8h) Contrat de fourniture d'abrasif (sable et pierre nette)

Fourniture
d'abrasif

ATTENDU QUE la municipalité est allée en appel d'offres TP2015-11, publié sur le site SEAO, fait conformément à la politique d'achat de la municipalité pour la fourniture de 9 000 tonnes métriques d'abrasif de type AB-10;

ATTENDU QUE la municipalité a reçu 2 soumissions conformes;

ATTENDU QUE le budget opérationnel disponible pour le sable d'hiver et la pierre nette, code G/L : 02-330-00-622 est de 123 000 \$ pour l'année 2015;

ATTENDU QUE le contrat de déneigement octroyé par le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la route 329 exige, selon le CCDG (Cahier des charges et devis généraux) ce type d'abrasif AB-10 avec test de granulométrie selon la norme LC21-040;

ATTENDU QUE ce taux unitaire représente une augmentation de 4 % par rapport au prix unitaire obtenu en 2014-2015, la quantité d'abrasif qui pourra être commandé sera de 8 100 tonnes au lieu de la quantité prévue de 9 000 t.m.;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard octroie le contrat de fourniture d'abrasif, jusqu'à un maximum de 8 100 tonnes métriques, de sable AB-10 et de pierre nette, livré au garage municipal situé au 1646, chemin du Village, Saint-Adolphe-d'Howard, au coût unitaire de 14,39 \$ / tonne métrique, plus les redevances, taxes en sus, à la firme « R.B. Gauthier Inc. »;

QUE le conseil mandate le directeur général ou le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu pour signer tous les documents relatifs à ce contrat et autorise le service des finances à effectuer les déboursés.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants au code budgétaire 02 330 00 622 en 2015 jusqu'à un maximum de 123 000 \$ et le solde en 2016 afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-270
Vidange des
fosses septiques
Moulin-Morgan

8i) Vidange des fosses septiques des secteurs Moulin-Morgan

ATTENDU QUE la municipalité est allée en appel d'offres sur invitation au mois de septembre 2015 selon le devis TP2015-16 auprès de 3 fournisseurs pour la vidange, le transport et la disposition des boues de fosses septiques du secteur Moulin-Morgan, soit 114 vidanges, selon l'annexe « 1 » déposée au dossier;

ATTENDU QU'elle a reçu 2 soumissions conformes;

ATTENDU QUE le certificat d'autorisation du MDDELCC exige que la vidange des fosses du secteur Moulin-Morgan soit de la responsabilité de la municipalité;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard octroie le mandat de la vidange, du transport et de la disposition des boues des fosses septiques du secteur Moulin-Morgan à la firme « Beauregard fosses septiques Ltée, pour une période de quatre (4) ans, au montant total de 13 510.88 \$, taxes en sus;

QUE le conseil mandate le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu à entériner tous les documents administratifs et contrats et que la directrice des finances soit autorisée à effectuer les déboursés en ce sens.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office qu'il y a des crédits suffisants aux codes budgétaires 02 330 00 622, après transfert de fonds provenant des codes budgétaires 02 00416 00521 et 02 00417 00521 afin de couvrir les dépenses énumérées à la présente résolution.

Mathieu Dessureault, directeur général et secrétaire-trésorier

Le 17 octobre 2015

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-271
Dépôt annexe A
à la résolution
2015-08-217

8j) Ajout d'une annexe à la résolution 2015-08-217 – situation de 11 bornes sèches

ATTENDU la résolution du 15 août 2015, au point 8b) du procès-verbal;

ATTENDU QUE la municipalité a émis, une annexe « A » à la résolution 2015-08-217, soit la carte topographique du projet de localisation des 11 bornes sèches;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Chantal Valois
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise le dépôt de l'annexe « A » comme faisant partie de la résolution 2015-08-217.

ADOPTÉE

9.ENVIRONNEMENT

10.URBANISME

Dépôt
tableaux
comparatifs

10a) Dépôt des tableaux comparatifs des demandes de permis du service de l'urbanisme et de l'environnement pour le mois de septembre 2015.

La conseillère Marjorie Bourbeau dépose devant le Conseil municipal le tableau comparatif des demandes de permis émis par le service d'urbanisme et de l'environnement le 30 septembre 2015 ainsi que le comparatif des mois d'août 2015 et septembre 2014.

Résolution
2015-10-272
Dérogation
mineure 2015-049
lot 4 124 506

10b) Demande de dérogation mineure 2015-049, 191, chemin de Chenonceau, lot 4 124 506

ATTENDU la demande de dérogation mineure numéro 2015-049: permettre l'agrandissement de la résidence à une distance d'au moins 4,74 mètres de la ligne avant, dont le coefficient d'emprise au sol de la résidence est de 10,3 %, 191, chemin de Chenonceau, lot 4 124 506;

ATTENDU les plans et documents déposés : plan projet d'implantation préparé le

16 septembre 2015 par Sébastien Généreux, arpenteur-géomètre, minute no 4867, plans de construction préparés le 20 juillet 2015 par Éric Régimbald, technologue;

ATTENDU qu'en vertu du règlement de zonage en vigueur, toute résidence doit être localisée à une distance d'au moins 7,5 mètres de la ligne avant et avoir un coefficient d'emprise au sol d'au plus 8 %;

ATTENDU que cette dérogation mineure est nécessaire pour réaliser le projet d'agrandissement;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

ATTENDU QU'un avis a été publié au moins 15 jours avant l'adoption de la dérogation mineure, pour tout intéressé désirant se faire entendre au sujet de la demande;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard refuse la demande de dérogation mineure 2015-049 telle que présentée, considérant que le projet d'agrandissement est trop près de la rue et ne s'intègre pas au secteur.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-273
Demande PIIA
2015-050
Lot 3 959 198

10c) Demande de PIIA 2015-050, 1510, chemin de l'Avalanche, lot 3 959 198

ATTENDU la demande de PIIA numéro 2015-050: installation d'une enseigne de 57 pouces par 16 5/8 pouces sous l'enseigne principale située sur le terrain, et une seconde enseigne, de 13 pouces par 27 pouces, suspendue à un support de bois au-devant de l'entrée principale du bar; les deux enseignes servant à identifier le nouveau bar La Chèvre, 1510, chemin de l'Avalanche, lot 3 959 198;

ATTENDU les plans et documents déposés : esquisse couleur préparée en août 2015 par Daniel Millette inc.;

ATTENDU les matériaux et couleurs déposés : 1^{ère} enseigne : panneau de bois rigide d'une épaisseur de 1 pouce avec lettrage en relief d'une épaisseur de 1 pouce et 2^e enseigne : panneau de bois rigide d'une épaisseur de 3/4 pouce, couleurs bourgogne, noir et beige;

ATTENDU que le projet est assujéti à une demande de P.I.I.A. et qu'il doit satisfaire les critères d'évaluation énoncés au règlement no 782;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la demande de PIIA numéro 2015-050, suivant les conditions ci-après :

1. Obtenir le permis conformément à la réglementation en vigueur;

2. Déposer une somme équivalant à 2 % de la valeur des travaux, à titre de garantie monétaire concernant le respect du PIIA.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-274
Demande PIIA
2015-051
lot 3 957 986

10d) Demande de PIIA 2015-051, 1740, chemin de la Croix, lot 3 957 986

ATTENDU la demande de PIIA numéro 2015-051: reconstruction du balcon avant, 1740, chemin de la Croix, lot 3 957 986;

ATTENDU les plans et documents déposés : photos du balcon avant;

ATTENDU les matériaux et couleurs déposés : plancher en fibre de verre de couleur gris filet avec mêmes garde-corps de couleur blanc;

ATTENDU que le projet est assujetti à une demande de P.I.I.A. et qu'il doit satisfaire les critères d'évaluation énoncés au règlement no 782;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la demande de PIIA numéro 2015-051, suivant les conditions ci-après :

1. Obtenir le permis conformément à la réglementation en vigueur;
2. Déposer une somme équivalant à 2 % de la valeur des travaux à titre de garantie monétaire concernant le respect du PIIA.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-275
Demande PIIA
2015-052
lot 4 597 854

10e) Demande PIIA 2015-052, 1708, chemin du Village, lot 4 597 854

ATTENDU la demande de PIIA numéro 2015-052: installation d'un garde-corps au pourtour du balcon avant, situé au rez-de-chaussée, 1708, chemin du Village, lot 4 597 854;

ATTENDU les plans et documents déposés : photos du balcon et plan montrant le balcon préparé le 3 juillet 2009 par Peter Rado, arpenteur-géomètre, minute no 12721;

ATTENDU les matériaux et couleurs déposés : garde-corps en bois de style colonial de couleur blanc;

ATTENDU que le projet est assujetti à une demande de P.I.I.A. et qu'il doit satisfaire les critères d'évaluation énoncés au règlement no 782;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :

Marjorie Bourbeau
Pierre Roy

et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la demande de PIIA numéro 2015-052, suivant les conditions ci-après :

1. Obtenir le permis conformément à la réglementation en vigueur;
2. Déposer une somme équivalant à 2 % de la valeur des travaux, à titre de garantie monétaire concernant le respect du PIIA.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-276
Demande PIIA
2015-053
Lot 3 958 042

10f) Demande de PIIA 2015-053, 1929, chemin du Village, lot 3 958 042 (agrandissement)

ATTENDU la demande de PIIA numéro 2015-053: agrandissement de 10 pieds par 12 pieds, situé sous le balcon arrière, 1929, chemin du Village, lot 3 958 042;

ATTENDU les plans et documents déposés : plans de construction préparés le 13 septembre 2015 par Robert Constantin, architecte et certificat de localisation préparé le 8 octobre 1997 par Lawrence E. Rabin, arpenteur-géomètre, minute no 34 663;

ATTENDU les matériaux et couleurs déposés : revêtement extérieur en Canexel de couleur Acadia, garde-corps de style colonial, encadrements et portes de couleur forêt boréal;

ATTENDU que le projet est assujéti à une demande de P.I.I.A. et qu'il doit satisfaire les critères d'évaluation énoncés au règlement no 782;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

Il est proposé par la conseillère Marjorie Bourbeau
appuyé par le conseiller : Pierre Roy
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la demande de PIIA numéro 2015-053, suivant les conditions ci-après :

1. Que la remise blanche en cour arrière soit recouverte de canexel de couleur Acadia, afin de s'harmoniser avec le bâtiment;
2. Obtenir le permis conformément à la réglementation en vigueur;
3. Déposer une somme équivalant à 2 % de la valeur des travaux, à titre de garantie monétaire concernant le respect du PIIA

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-277
Demande PIIA
2015-054
lot 3 958 042

10g) Demande de PIIA 2015-054, 1929, chemin du Village, lot 3 958 042 (enseigne)

ATTENDU la demande de PIIA numéro 2015-054: installation d'une enseigne d'un diamètre de 30 3/16 pouces suspendue à un poteau existant, au-devant de la propriété; l'enseigne servant à identifier le nouveau bar La Capitaine Morgane, 1929 chemin du

Village, lot 3 958 042;

ATTENDU les plans et documents déposés : esquisse préparée le 28 juillet 2015 par Arts d'Oka et photo couleur;

ATTENDU les matériaux et couleurs déposés : enseigne en bois sculpté épaisseur de 4 pouces de couleurs bourgogne, vert, blanc et noir;

ATTENDU que le projet est assujéti à une demande de P.I.I.A. et qu'il doit satisfaire les critères d'évaluation énoncés au règlement no 782;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la demande de PIIA numéro 2015-054, suivant les conditions ci-après :

1. Obtenir le permis conformément à la réglementation en vigueur;
2. Déposer une somme équivalant à 2 % de la valeur des travaux, à titre de garantie monétaire concernant le respect du PIIA.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-278
Signature
protocole entente
Isabelle Therrien

10h) Autorisation de signature de protocole d'entente avec Isabelle Therrien

ATTENDU l'acceptation le 13 décembre 2014 des demandes de PIIA, nos 2012-018, 2012-019, 2014-054 à 2014-058 par le conseil municipal de la municipalité, suivant la résolution no 2014-330;

ATTENDU QUE le promoteur doit respecter toutes les conditions énoncées à la résolution no 2014-330;

ATTENDU QUE les bâtiments seront assujéti au respect des règlements municipaux en vigueur, lors de leur construction;

ATTENDU QU'à la résolution no 2014-330, le promoteur se doit notamment de réaliser le bassin de rétention des eaux pluviales identifié sur le lot 3 957 965, conformément aux plans et devis révisés le 29 septembre 2015 par Sylvain Saint-Hilaire, ingénieur;

ATTENDU QU'à la résolution no 2014-330, le promoteur se doit de réaliser un aménagement paysager conformément au plan d'aménagement paysager préparé le 25 novembre 2014 par Northland;

ATTENDU QUE le promoteur doit exécuter les travaux de bassin de rétention et de drainage, d'aménagement paysager et de raccordement et de canalisation à l'aqueduc et l'égout, et en assumer la totalité des coûts, en plus des honoraires et déboursés professionnels afférents;

ATTENDU QUE le promoteur est le propriétaire des lots 3 957 965, 3 960 511, 3 960 512, 5 637 257, 5 637 258, 5 637 259, 5 637 260, 5 637 261 et 3 959 817.

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise la mairesse et le directeur général à signer le protocole d'entente régissant le projet de construction sur la rue L.-J. Papineau, pour et au nom de la municipalité.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-279
Dérogation
mineure 2015-046
lot 5 637 257

10i) Demande de dérogation mineure 2015-046, rue L.-J. Papineau, lot 5 637 257

ATTENDU la demande de dérogation mineure numéro 2015-046 : permettre le déboisement entier du terrain afin d'y ériger un bâtiment de 6 logements avec une aire de stationnement et permettre d'y aménager une allée d'accès double d'une largeur de 5,5 mètres, rue L.-J. Papineau, lot 5 637 257;

ATTENDU les plans et documents déposés : document explicatif préparé le 13 août 2015 par la firme Urba +;

ATTENDU QU'en vertu du règlement de zonage en vigueur, toute coupe d'arbres est autorisée sur un terrain desservi par l'aqueduc et l'égout, à la condition d'y conserver un minimum de 30 % de boisé et toute allée d'accès double doit avoir une largeur d'au moins 6 mètres;

ATTENDU QUE le conseil municipal a accepté, le 13 décembre 2014, les demandes de PIIA du projet domiciliaire, suivant la résolution no 2014-330;

ATTENDU QUE la nature du boisé est majoritairement constituée de broussailles et d'une végétation de mauvaise qualité;

ATTENDU QUE le promoteur s'engage à replanter des arbres sains d'une hauteur minimale de 2 mètres, conformément au plan d'aménagement préparé et révisé le 25 novembre 2014 par Northland;

ATTENDU QUE cette dérogation mineure est nécessaire pour réaliser le projet de construction;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

ATTENDU QU'un avis a été publié au moins 15 jours avant l'adoption de la dérogation mineure, pour tout intéressé désirant se faire entendre au sujet de la demande;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte le déboisement entier du terrain, suivant les conditions ci-après :

1. Au lieu des contenants à ordures et à recyclage individuels, des bacs semi-enfouis du genre Molok ou Totem devront être installés sur le site, le tout suivant l'approbation par la municipalité de l'emplacement des bacs;
2. Au lieu des arbres d'une hauteur minimale de 2 mètres, des arbres d'une hauteur de

3 mètres devront être plantés;

3. L'aire de stationnement devra être entièrement pavée;
4. L'aménagement paysager devra être entièrement réalisé conformément au plan réalisé par Northland dans un délai d'un an à compter de la mise en chantier. À défaut de respecter ce délai, la municipalité se réserve le droit d'effectuer les travaux aux frais du promoteur;
5. Tous les permis nécessaires devront être obtenus conformément à la réglementation en vigueur;

CEPENDANT QUE le conseil municipal refuse l'allée d'accès double d'une largeur de 5,5 mètres.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-280
Dérogation
mineure 2015-047
lot 5 637 258

10j) Demande de dérogation mineure 2015-047, rue L.-J. Papineau, lot 5 637 258

ATTENDU la demande de dérogation mineure numéro 2015-047 : permettre le déboisement entier du terrain afin d'y ériger un bâtiment de 6 logements avec une aire de stationnement et permettre d'y aménager une allée d'accès double d'une largeur de 5,5 mètres, rue L.-J. Papineau, lot 5 637 258;

ATTENDU les plans et documents déposés : document explicatif préparé le 13 août 2015 par la firme Urba +;

ATTENDU QU'en vertu du règlement de zonage en vigueur, toute coupe d'arbres est autorisée sur un terrain desservi par l'aqueduc et l'égout, à la condition d'y conserver un minimum de 30 % de boisé et toute allée d'accès double doit avoir une largeur d'au moins 6 mètres;

ATTENDU QUE le conseil municipal a accepté, le 13 décembre 2014, les demandes de PIIA du projet domiciliaire, suivant la résolution no 2014-330;

ATTENDU QUE la nature du boisé est majoritairement constituée de broussailles et d'une végétation de mauvaise qualité;

ATTENDU QUE le promoteur s'engage à replanter des arbres sains d'une hauteur minimale de 2 mètres, conformément au plan d'aménagement préparé et révisé le 25 novembre 2014 par Northland;

ATTENDU QUE cette dérogation mineure est nécessaire pour réaliser le projet de construction;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents ont pris connaissance des documents, plans soumis et de la recommandation du CCU;

ATTENDU QU'un avis a été publié au moins 15 jours avant l'adoption de la dérogation mineure, pour tout intéressé désirant se faire entendre au sujet de la demande;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte le déboisement entier du terrain, suivant les conditions ci-après :

1. Au lieu des contenants à ordures et à recyclage individuels, des bacs semi-enfouis du genre Molok ou Totem devront être installés sur le site, le tout suivant l'approbation par la municipalité de l'emplacement des bacs;
2. Au lieu des arbres d'une hauteur minimale de 2 mètres, des arbres d'une hauteur de 3 mètres devront être plantés;
3. L'aire de stationnement devra être entièrement pavée;
4. L'aménagement paysager devra être entièrement réalisé conformément au plan réalisé par Northland dans un délai d'un an à compter de la mise en chantier. À défaut de respecter ce délai, la municipalité se réserve le droit d'effectuer les travaux aux frais du promoteur;
5. Tous les permis nécessaires devront être obtenus conformément à la réglementation en vigueur;

CEPENDANT QUE le conseil municipal refuse l'allée d'accès double d'une largeur de 5,5 mètres.

ADOPTÉE

Résolution
2015-10-281
Correction de la
résolution
2014-330

10k) Modification à la résolution 2014-330 – Demande de PIIA, projet de construction sur la rue L.-J. Papineau

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté le 13 décembre 2014 la résolution no 2014-330;

ATTENDU QUE cette résolution concerne les demandes de PIIA nos 2012-018, 2012-019, 2014-054 à 2014-058, projet de construction situé en bordure de la rue L.-J. Papineau;

ATTENDU QUE conformément au règlement sur les permis et certificats no 637, la construction du chemin situé entre « chemin Tour-du-Lac » et « rue L.-J. Papineau » et identifié par le lot no 3 959 817, n'est pas une condition exigée à l'émission des permis de construction situés en bordure de la rue L.-J. Papineau;

Il est proposé par la conseillère
secondé par la conseillère :
et résolu unanimement :

Marjorie Bourbeau
Chantal Valois

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard modifie la condition no 2 comme suit :

- s'assurer que l'accès au projet se fasse par le chemin situé à l'intersection du chemin du Tour-du-Lac, identifié par le lot 3 959 817;

QUE le conseil ajoute une autre condition qui se lit comme suit :

10. construire un regroupement de cabanons sur chacun des terrains, sujet à une demande de PIIA, dans le respect du règlement de PIIA en vigueur.

ADOPTÉE

11. PARCS, SENTIERS ET ÉVÈNEMENTS SPÉCIAUX

12.LOISIRS, CULTURE ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Résolution
2015-10-282
Aide financière
au Min Éducation
Mont-Avalanche

12a) Autorisation de signature pour une demande d'aide financière au Ministère de l'Éducation pour les rénovations au Mont-Avalanche

ATTENDU QUE notre station de ski Mont-Avalanche est une infrastructure récréative importante pour notre économie locale;

ATTENDU QUE le chalet d'accueil a besoin d'une mise à niveau pour les besoins de la clientèle et pour respecter les normes de la CSST;

ATTENDU QUE le directeur récréotouristique travaille avec le comité exécutif de Plein Air Saint-Adolphe-d'Howard (PASAD) afin de présenter un projet financier de rénovations au conseil municipal puis à la population;

ATTENDU QUE la municipalité désire s'adjoindre un partenaire financier pour ce projet de rénovations et que le Ministère demande une résolution du conseil;

Il est proposé par la conseillère
secondé par le conseiller :
et résolu unanimement :

Monique Richard
Pierre Roy

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise le directeur récréotouristique ou le directeur de l'ingénierie et hygiène du milieu à présenter une demande d'aide financière au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au montant de 300 000 \$ dans le cadre du programme « Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique »;

QUE le conseil autorise la mairesse à signer le protocole d'entente avec le Ministère et que la municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles.

ADOPTÉE

13.ASSOCIATIONS ET GROUPES SOCIAUX

14.SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dépôt des
Interventions des
pompiers
septembre 2015

14a) Dépôt des interventions des pompiers pour le mois de septembre 2015

La conseillère Chantal Valois dépose devant le Conseil municipal le rapport des interventions des pompiers pour le mois de septembre 2015

Résolution
2015-10-283
Mise à pied
d'un pompier

14b) Mise à pied d'un pompier

ATTENDU QUE le pompier Jean-Christophe Mochon est à l'emploi de la municipalité depuis le 13 juin 2015 et n'a pas encore atteint ses cent (100) heures pour être considéré « recrue »;

ATTENDU QUE Monsieur Mochon n'atteint pas les attentes, prérequis et les objectifs du service d'incendie et selon l'article 8.01 « Acquisition de l'ancienneté » de la convention collective en vigueur:

- b) Les droits d'ancienneté s'acquièrent dès que le pompier a terminé

une période de probation de cent (100) heures, tel que défini à l'article 2 d)
Au cours de cette période, le pompier est à l'essai; il ne peut donc pas avoir recours à la procédure de traitement des griefs dans le cas de congédiement et de mise à pied. Il a cependant droit aux autres avantages de la convention collective. Une fois la période de probation terminée, le pompier acquiert ses droits d'ancienneté et la date de son ancienneté reconnue devient celle de sa date d'embauche.

Il est proposé par la conseillère Chantal Valois
secondé par le conseiller : Pierre Roy
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard autorise le congédiement du pompier Jean-Christophe Mochon pour les raisons précitées.

ADOPTÉE

Avis de motion

14c) Avis de motion est donné par la conseillère Chantal Valois que le Règlement no 805 abrogeant les règlements 436 et 254 afin d'augmenter la tarification lors d'une intervention destinée à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule sera adopté lors d'une prochaine séance du conseil municipal.

Résolution
2015-10-284
Démission de
Réal Audet

14d) Démission d'un pompier – Réal Audet

ATTENDU QUE Monsieur Réal Audet est pompier volontaire pour la Municipalité depuis 29 ans;

ATTENDU QUE pour des raisons personnelles, Monsieur Audet a pris la décision de prendre sa retraite comme pompier volontaire;

Il est proposé par la conseillère Chantal Valois
secondé par le conseiller : Pierre Roy
et résolu unanimement :

QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE le conseil municipal de Saint-Adolphe-d'Howard accepte la démission de Monsieur Réal Audet, en date de sa demande, soit le 7 octobre 2015.

ADOPTÉE

15. INFORMATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Marjorie Bourbeau remercie les bénévoles du Festival des couleurs
Monique Richard remercie les bénévoles de Arts et Culture Saint-Adolphe

16. VARIA

17. PÉRIODE DE QUESTIONS PORTANT SUR LES SUJETS PRÉVUS À L'ORDRE DU JOUR

Le conseil municipal a répondu aux questions.

Résolution
2015-10-285
Levée de la
séance

18. CLÔTURE À 11 h 10

Il est proposé par le conseiller :
appuyé par la conseillère :
et résolu unanimement

Pierre Roy
Marjorie Bourbeau

QUE cette séance soit levée

ADOPTÉE

.....
Lisette Lapointe
Mairesse

.....
Mathieu Dessureault
Directeur général et secrétaire-trésorier